

Vu du Québec : la France va souffrir...

écrit par Cécile Comeau | 19 juin 2017

La France va souffrir.

Le parti En Marche de Macron, ce banquier mondialiste s'appuyant sur le multiculturalisme à toutes les sauces n'est ni plus ni moins qu'un ramassis de faux socialistes de droite amalgamés avec des UMP (Républicains de maintenant). Ils sont tous opportunistes, carriéristes et mondialistes. Macron, c'est Sarkozy et Hollande réunis en une seule personne. La souveraineté de la France, face à l'Union européenne, va encore subir des limitations dans ses pouvoirs législatifs, économiques et sociaux.

C'est l'Allemagne, la finance et les multinationales qui sortent gagnantes de ces élections. Le couple franco-allemand va mener à l'éclatement de l'UE. Déjà, en Allemagne, migrants et illégaux travaillent pour 85 centimes d'euros l'heure et des Roumains le font pour un euro dans des vignobles et chez les maraîchers.

Macron s'apprête à abolir le Code du travail. L'agriculture familiale va rendre son dernier souffle et les entreprises françaises, PME comme multinationales vont fermer ou passer sous contrôle étranger. Un exemple : en France, des Départements finançaient, pour un faible pourcentage des coûts, le transport en commun afin de permettre à des employés de PME vivant dans de petites communes limitrophes de l'entreprise de venir travailler et de retourner à la maison le soir. Ces gens n'ont pas les moyens, avec leurs salaires et le coût de la vie d'acheter une auto. Eh bien, l'UE a fait couper ces subsides au transport, sous prétexte que cela ne correspondait pas aux normes européennes, vu le trop faible bassin de population desservi par le service de transport.

Les établissements d'éducation et de santé ne peuvent plus favoriser les produits agricoles français, même quand ces produits sont à prix équivalents ou moins chers. L'UE va instituer son ministère du budget qui aura préséance sur les finances des pays membres. La France n'a pas fini de souffrir. Elle l'aura voulu en élisant Macron et en s'abstenant de voter à 57% aux législatives.